

Art. 7. De overtredingen op dit besluit worden opgespoord, vervolgd en gestraft, overeenkomstig de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de verbruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere produkten.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de zevende maand volgend op die, gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 9. Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 oktober 1986.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid,
Mevr. W. DEMEESTER-DE MEYER

Art. 7. Les infractions au présent arrêté sont recherchées, poursuivies et punies, conformément à la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du septième mois qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 9. Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 octobre 1986.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique,
Mme W. DEMEESTER-DE MEYER

EXECUTIEVEN — EXÉCUTIFS

REGION WALLONNE

F. 86 — 1830

20 NOVEMBRE 1986. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon instaurant une assurance contre le risque de perte de revenus pour cause de perte d'emploi ou d'incapacité de travail

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 1er, § 3, et l'article 6, § 1er, IV;

Vu l'accord du Ministre de la Région Wallonne ayant le Budget dans ses attributions, donné le 18 juillet 1986;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Région Wallonne pour le Logement et la Tutelle;

Arrête :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1. *Ministre :*

Le Ministre de la Région Wallonne qui a le Logement dans ses attributions.

2. *Logement :*

La maison ou l'appartement destiné en ordre principal à l'hébergement et à la vie d'une famille.

Le logement peut comporter un ou des locaux à usage professionnel.

3. *Travaux de rénovation :*

Tous travaux effectués à un logement, construit ou acquis antérieurement par les personnes physiques visées à l'article 2, pour autant que le coût global de ceux-ci estimé par l'institution de crédit, ne soit pas inférieur à 650 000 francs hors T.V.A.

4. *Institution de crédit :*

Un organisme public de crédit ou un organisme visé par l'arrêté royal n° 225 du 7 janvier 1936 réglementant les prêts hypothécaires; y sont assimilés, pour l'application du présent arrêté : la Société régionale wallonne du Logement et le Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie.

Art. 2. Dans les limites des crédits inscrits à cette fin au Budget de la Région Wallonne, le Ministre accorde aux personnes physiques qui en font la demande, le bénéfice, d'une assurance garantissant en cas de perte de revenu professionnel, le paiement des charges afférentes aux emprunts hypothécaires qu'elles ont contractés en vue de la réalisation d'opérations immobilières, dans les conditions fixées par le présent arrêté.

Art. 3. § 1er. Le bénéficiaire de l'assurance est accordé aux personnes physiques qui, dans la Région Wallonne, réalisent une des opérations immobilières énumérées ci-après, financée par un prêt hypothécaire consenti par une institution de crédit :

— si elles construisent ou font construire un logement pour leur compte ou en deviennent propriétaires en vertu d'une convention conclue avec une entreprise privée, quelle que soit la nature ou la qualification de cette convention et pour autant que le logement n'ait jamais été occupé;

— si elles achètent pour leur compte un logement appartenant à une société immobilière de service public;

— si elles achètent un logement existant auquel elles exécutent ou font exécuter des travaux de rénovation;

— si elles exécutent ou font exécuter des travaux de rénovation à un logement dont elles sont propriétaires.

§ 2. Le bénéfice de l'assurance n'est pas accordé pour un prêt complémentaire, sauf s'il s'agit d'un prêt en deuxième rang destiné à financer la rénovation d'un logement construit ou acquis, antérieurement, par le demandeur au moyen d'un prêt en premier rang, si celui-ci n'a pas fait l'objet d'une telle couverture.

Art. 4. § 1er. La garantie est accordée en cas de perte des revenus professionnels intervenant dans les circonstances et conditions suivantes :

— la perte involontaire, totale et définitive, d'un emploi à durée indéterminée, de caractère contractuel ou statutaire, à temps plein ou à temps réduit, pour autant que l'assuré ait droit à des allocations ou indemnités ou au maintien partiel de sa rémunération, en application des dispositions légales et réglementaires réglant la perte d'emploi involontaire;

— l'incapacité involontaire et totale de travail que donne droit à une indemnisation légale en matière de maladie et d'invalidité.

§ 2. Le Ministre définit ce qu'il faut entendre par « travail à temps réduit » au sens du § 1er.

Art. 5. § 1er. L'assurance garantit le paiement de trois années de charges hypothécaires pendant une durée de cinq ans prenant cours à la date du premier prélèvement sur le prêt hypothécaire.

L'intervention de l'assurance est limitée à 250 000 F par année d'assurance. L'intervention totale pour l'ensemble des périodes de perte de revenus est limitée à trois fois les charges annuelles avec un maximum de 750 000 F.

§ 2. L'intervention de l'assurance est déterminée en fonction des revenus de remplacement. L'intervention de l'assurance ajoutée aux revenus de remplacement ne peut dépasser les revenus professionnels bruts dont l'assuré aurait bénéficié s'il n'avait pas subi de perte de revenus.

§ 3. Le Ministre définit les conditions de la police d'assurance qui peut prévoir notamment un délai d'attente, les exclusions de garantie et les modalités de l'intervention de l'assurance.

Art. 6. A la date de la demande, le demandeur, son conjoint ou la personne avec laquelle il vit maritalement ne peuvent être, seul ou ensemble, entièrement propriétaire ou usufruitier d'un autre logement.

Art. 7. L'assuré doit occuper tout le logement et y établir sa résidence principale, au plus tard dans les douze mois de l'acte authentique, en cas d'achat et d'achat avec transformation ou dans les six mois de la réception provisoire ou de l'achèvement des travaux en cas de construction ou de rénovation. L'obligation prend fin au terme de la période couverte par l'assurance.

L'assuré perd le bénéfice de l'assurance en cas de vente ou de location du logement pendant la période couverte par l'assurance.

Art. 8. La demande doit être introduite auprès de l'Inspection générale du Logement sous pli recommandé au moyen d'un formulaire mis à la disposition des demandeurs par cette administration.

Elle doit, pour être prise en considération, être accompagnée des documents suivants :

— un extrait du registre de population établissant l'identité complète du demandeur, de son conjoint ou de la personne avec laquelle il vit maritalement;

— un certificat de l'Administration compétente du Ministère des Finances indiquant les droits dont le demandeur, son conjoint ou la personne avec laquelle il vit maritalement sont titulaires sur un ou plusieurs logements;

— la promesse d'octroi du prêt émanant de l'institution de crédit;

— l'engagement écrit des demandeurs de respecter l'obligation d'occupation.

Art. 9. Jusqu'à l'exécution complète des dispositions de la loi du 28 décembre 1984 portant suppression ou restructuration de certains organismes d'intérêt public, relatives à la restructuration des organismes publics de logement, le présent arrêté est applicable en cas de prêt consentis par la Société nationale terrienne.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er décembre 1986.

Art. 11. Le Ministre de la Région Wallonne pour le Logement et la Tutelle est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 20 novembre 1986.

Le Ministre de la Région Wallonne pour le Logement et la Tutelle,

A. DALEM

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon, chargé des Technologies nouvelles, des Relations extérieures, des Affaires générales et du Personnel,

M. WATHELET

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHE REGION

D. 86 — 1830

20. NOVEMBER 1986. — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive
zur Einführung einer Versicherung gegen Einkommensausfall bei Verlust der Arbeitsstelle
oder bei Arbeitsunfähigkeit

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere des Artikels 1, § 3, und des Artikels 6, § 1, IV;

Aufgrund des am 18. Juli 1986 vom Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört, erteilten Einverständnisses;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;
Auf Vorschlag des Ministers der Wallonischen Region für Wohnungswesen und Aufsicht;

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter :

1. *Minister* :

Den Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört.

2. *Wohnung* :

Das Haus oder das Appartement, das in erster Linie einer Familie zum Wohnen und zum Leben dient.

Die Wohnung kann einen oder mehrere Räume zu gewerblicher Nutzung enthalten.

3. *Renovierungsarbeiten* :

Alle Arbeiten, die an einer vorher von den natürlichen Personen im Sinne von Artikel 2 gebauten oder erworbenen Wohnung vorgenommen werden, sofern die Gesamtkosten dieser Arbeiten, die von dem Kreditinstitut geschätzt werden, nicht unter 650 000 Franken ohne MWS liegen.

4. *Kreditinstitut* :

Eine öffentliche Kreditanstalt oder eine Anstalt gemäss dem Königlichen Erlass Nr. 225 vom 7. Januar 1936 zur Regelung der Hypothekendarlehen; diesen Anstalten sind für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gleichgestellt: die Regionale Wohnungsbaugesellschaft für Wallonien und der Wohnungsfonds der Kinderreichen Familien Walloniens.

Art. 2. Im Rahmen der zu diesem Zweck im Haushaltsplan der Wallonischen Region eingetragenen Mittel und unter den in diesem Erlass festgelegten Bedingungen gewährt der Minister den natürlichen Personen, die einen entsprechenden Antrag einreichen, den Nutzen einer Versicherung, die im Falle eines Ausfalls des Berufseinkommens, die Zahlung der Lasten aus den Hypothekenanleihen garantiert, die sie zur Tätigkeit von Immobiliengeschäften aufgenommen haben.

Art. 3. § 1. Der Nutzen der Versicherung wird den natürlichen Personen gewährt, die in der Wallonischen Region eines der nachstehend angeführten Immobiliengeschäfte tätigen, das durch ein von einem Kreditinstitut bewilligtes Hypothekendarlehen finanziert wird :

— wenn sie für eigene Rechnung eine Wohnung bauen oder bauen lassen oder aufgrund eines Abkommens mit einem Privatunternehmen Eigentümer einer solchen Wohnung werden, ungeachtet der Art oder Bezeichnung dieses Abkommens und insofern die Wohnung noch nie bewohnt worden ist;

— wenn sie für eigene Rechnung eine Wohnung kaufen, die einer Immobiliengesellschaft öffentlichen Dienstes gehört;

— wenn sie eine bestehende Wohnung kaufen und an dieser Wohnung Renovierungsarbeiten vornehmen oder vornehmen lassen;

— wenn sie an einer Wohnung, deren Eigentümer sie sind, Renovierungsarbeiten vornehmen oder vornehmen lassen.

§ 2. Der Nutzen der Versicherung wird nicht für ein Zusatzdarlehen gewährt; es sei denn, es handelt sich um ein Darlehen im zweiten Rang zur Finanzierung der Renovierung einer Wohnung, die vorher mittels eines Darlehens im ersten Rang, das nicht Gegenstand einer solchen Versicherung war, vom Antragsteller gebaut oder erworben wurde.

Art. 4. § 1. Die Garantie wird bei Ausfall des Berufseinkommens gewährt, wenn dieser Ausfall unter folgenden Umständen und Bedingungen erfolgt :

— bei unfreiwilligem, völligem und definitivem Verlust einer vertragsgebundenen oder statutarischen Vollzeit- oder Teilzeitbeschäftigung auf unbestimmte Dauer, sofern der Versicherungsnehmer in Anwendung der Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen zur Regelung des unfreiwilligen Verlustes der Arbeitsstelle ein Anrecht auf Zulagen oder Vergütungen oder teilweise Lohnfortzahlung hat;

— bei unfreiwilliger Arbeitsunfähigkeit, die ein Anrecht auf eine gesetzliche Vergütung in Sachen Krankheit und Invalidität verleiht.

§ 2. Der Minister bestimmt, was unter « Teilzeitbeschäftigung » im Sinne von § 1 zu verstehen ist.

Art. 5. § 1. Die Versicherung garantiert die Zahlung der Hypothekenlasten von drei Jahren während einer Dauer von 5 Jahren ab dem Tag der ersten Inanspruchnahme des Hypothekendarlehens.

Die Beteiligung der Versicherung beschränkt sich auf 250 000 Franken pro Versicherungsjahr. Die Gesamtbeteiligung für die gesamten Einkommensausfallperioden ist auf dreimal die Jahreslasten, mit einer Höchstgrenze von 750 000 Franken, beschränkt.

§ 2. Die Beteiligung der Versicherung wird im Verhältnis zu den Ersatzeinkünften bestimmt. Die Beteiligung der Versicherung und die Ersatzeinkünfte dürfen zusammen nicht höher liegen als das Bruttoberufseinkommen, dass der Versicherungsnehmer bezogen hätte, wenn er keinen Einkommensausfall erlitten hätte.

§ 3. Der Minister bestimmt die Bedingungen der Versicherungspolice die namentlich eine Wartezeit, die Haftungsausschlüsse und die Modalitäten der Beteiligung der Versicherung vorsehen kann.

Art. 6. Am Tag der Antragstellung dürfen der Antragsteller, sein Ehepartner oder die Person, mit der er in einem eheähnlichen Verhältnis lebt, allein oder zusammen nicht Alleineigentümer oder -niessbraucher einer anderen Wohnung sein.

Art. 7. Der Versicherungsnehmer muss im Falle eines Kaufs und eines Kaufs mit Umbau spätestens innerhalb zwölf Monaten nach der öffentlichen Beurkundung oder im Falle eines Baus oder einer Renovierung spätestens innerhalb sechs Monaten nach der vorläufigen Abnahme oder der Fertigstellung der Arbeiten die ganze Wohnung bewohnen und seinen Hauptaufenthaltort dort aufschlagen. Die Verpflichtung endet bei Ablauf der von der Versicherung gedeckten Periode.

Der Versicherungsnehmer verliert den Nutzen der Versicherung, wenn er die Wohnung während der von der Versicherung gedeckten Periode verkauft oder vermietet.

Art. 8. Der Antrag muss mittels eines Formulars, das den Antragstellern von der Generalinspektion des Wohnungswesens zur Verfügung gestellt wird, per Einschreiben bei dieser Verwaltungsstelle eingereicht werden.

Damit der Antrag berücksichtigt wird, müssen ihm folgende Dokumente beigelegt werden:

— ein Auszug aus dem Bevölkerungsregister, der die vollständigen Personalien des Antragstellers und seines Ehepartners oder der Person, mit der er in einem eheähnlichen Verhältnis lebt, angibt;

— Eine Bescheinigung der zuständigen Verwaltung des Finanzministeriums, die die Rechte angibt, die der Antragsteller, sein Ehepartner oder die Person, mit der er in einem eheähnlichen Verhältnis lebt an einer oder mehreren Wohnungen hat;

— die Darlehensbewilligungszusage des Kreditsinstituts;

— die schriftliche Verpflichtung der Antragsteller, die Bewohnungspflicht einzuhalten.

Art. 9. Bis zur vollständigen Durchführung der Bestimmungen des Gesetzes vom 28. Dezember 1984 zur Aufhebung oder Umstrukturierung gewisser gemeinnütziger Anstalten, die die Umstrukturierung der öffentlichen Anstalten des Wohnungswesens betreffen, ist vorliegender Erlass anwendbar bei Darlehen, die von der Nationalen Gesellschaft für ländliche Wohnungsbauauförderung bewilligt werden.

Art. 10. Vorliegender Erlass tritt am 1. Dezember 1986 in Kraft.

Art. 11. Der Minister der Wallonischen Region für Wohnungswesen und Aufsicht ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Brüssel, den 20. November 1986.

Der Minister der Wallonischen Region für Wohnungswesen und Aufsicht,

A. DALEM

Der Minister-Präsident der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit den Neuen Technologien, den Auswärtigen Beziehungen,
den Allgemeinen Angelegenheiten und dem Personal,

M. WATHELET

VERTALING

WAALSE GEWEST

N. 86 — 1830

**20 NOVEMBER 1986. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve
tot instelling van een verzekering tegen het risico van inkomensverlies
ingevolge verlies van betrekking of werkongeschiktheid**

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op het akkoord van de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid de begroting behoort;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van het Waalse Gewest voor de Huisvesting en het Toezicht;

Besluit:

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder:

1. *Minister*:

De Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid de Huisvesting behoort.

2. *Woning*:

Het huis of het appartement dat hoofdzakelijk bestemd is voor de huisvesting en voor het leven van een gezin.

De woning mag één of verschillende lokalen voor beroepsdoeleinden behelzen.

3. *Vernieuwingswerken*:

Elk werk uitgevoerd aan een woning die voorheen gebouwd of aangekocht werd door de in artikel 2 bedoelde natuurlijke personen voor zover de totale kostprijs ervan geschat door de kredietinstelling niet minder dan 650 000 F exclusief B.T.W. bedraagt.

4. *Kredietinstelling*:

Een openbare kredietinstelling of een instelling bedoeld in het koninklijk besluit nr. 225 van 7 januari 1936 tot reglementering van de hypothecaire leningen; worden daarmee gelijkgesteld voor de toepassing van dit besluit: de Waalse Regionale Maatschappij voor de Huisvesting en het Woningfonds van de Kroostrijke Gezinnen van Wallonië.

Art. 2. Binnen de perken van de daartoe op de Begroting van het Waalse Gewest uitgetrokken kredieten verleent de Minister volgens de in dit besluit vastgestelde voorwaarden aan de natuurlijke personen die het vragen, het genot van een verzekering welke in geval van verlies van beroepsinkomen de betaling waarborgt van de lasten van de hypothecaire leningen die zij met het oog op de verwezenlijking van onroerende operaties hebben aangegaan.

Art. 3. § 1. Het genot van de verzekering wordt verleend aan de natuurlijke personen die in het Waalse Gewest één van de hierna vermelde onroerende verrichtingen verwezenlijken, welke gefinancierd is met een door een kredietinstelling toegestane hypothecaire lening :

— als zij een woning voor hun rekening bouwen of doen bouwen of eigenaar ervan worden krachtens één met een privé-onderneming afgesloten overeenkomst, ongeacht de aard of de benaming van die overeenkomst en voor zover de woning nooit werd bewoond;

— als zij voor hun rekening een woning kopen welke aan een openbare bouwmaatschappij toebehoort;

— als zij een bestaande woning kopen waaraan zij vernieuwingswerken verrichten of doen verrichten;

— als zij vernieuwingswerken verrichten of doen verrichten aan een woning waarvan zij eigenaar zijn.

§ 2. Het genot van de verzekering wordt niet toegekend voor een bijkomende lening behalve indien het gaat om een lening van de tweede rang bestemd voor de financiering van de vernieuwing van een woning die voorheen gebouwd of aangekocht werd door de aanvrager door middel van een lening van de eerste rang, als die lening niet het voorwerp van zo'n dekking is geweest.

Art. 4. § 1. De waarborg wordt verleend in geval van verlies van beroepsinkomsten in de volgende omstandigheden en voorwaarden :

— het totaal en definitief onvrijwillig verlies van een voltijdse of deeltijdse betrekking van onbepaalde duur, van contractuele of statutaire aard voor zover de verzekerde recht heeft op toelagen en vergoedingen of op het gedeeltelijk behoud van zijn bezoldiging in toepassing van wettelijke en reglementaire bepalingen houdende regeling van het onvrijwillig verlies van betrekking;

— de onvrijwillige en totale arbeidsongeschiktheid die inzake ziekte en invaliditeit recht geeft op een wettelijke vergoeding.

§ 2. De Minister bepaalt wat in de zin van de § 1 onder « deeltijdse arbeid » dient te worden verstaan.

Art. 5. § 1. De verzekering waarborgt de betaling van drie jaar hypothecaire lasten gedurende een termijn van vijf jaar met ingang van de eerste opneming op de hypothecaire lening.

De interventie van de verzekering wordt tot 250 000 F per verzekeringsjaar beperkt. De totale interventie voor het geheel van de perioden van inkomensverlies wordt beperkt tot driemaal de jaarlijkse lasten met een maximum bedrag van 750 000 F.

§ 2. De interventie van de verzekering wordt op basis van de vervangingsinkomens vastgesteld. De interventie van de verzekering vermeerderd met de vervangingsinkomens mag niet hoger zijn dan de bruto beroepsinkomens welke de verzekerde zou genoten hebben indien hij geen inkomensverlies had geleden.

§ 3. De Minister stelt de voorwaarden van de verzekeringspolis vast die inzonderheid een wachttermijn, de waarborguitsluitingen en de modaliteiten van de interventie van de verzekering kan bepalen.

Art. 6. Op de datum van de aanvraag mogen de aanvrager, zijn echtgenoot of de persoon met wie hij samenwoont, niet alleen of samen gehele eigenaar of vruchtgebruiker van een andere woning zijn.

Art. 7. De verzekerde moet de ganse woning betrekken en erin zijn hoofdverblijf vestigen ten laatste twaalf maanden na het aangaan van de authentieke akte in geval van koop en van koop met verbouwing of binnen zes maanden na de voorlopige oplevering of na afwerking in geval van bouw of vernieuwing. De verplichting eindigt bij het verstrijken van de door de verzekering gedekte periode.

De verzekerde verliest het genot van de verzekering in geval van verkoop of verhuring van de woning tijdens de door de verzekering gedekte periode.

Art. 8. De aanvraag moet bij ter post aangetekende brief bij de Algemene Inspectie voor de Huisvesting op het door dat bestuur verstrekte formulier *ad hoc* ingediend worden.

De aanvraag moet, om in aanmerking te worden genomen, vergezeld gaan van de volgende documenten :

— een uittreksel uit het bevolkingsregister waaruit de volledige identiteit van de aanvrager, van zijn echtgenoot of van de persoon met wie hij samenwoont blijkt;

— een getuigschrift van het bevoegd bestuur van het Ministerie van Financiën, met vermelding van de rechten waarvan de aanvrager, zijn echtgenoot of de persoon met wie hij samenwoont, houder is op één of meer woningen;

— de toezegging van de lening uitgaande van de kredietinstelling;

— de schriftelijke verbintenis van de aanvragers de verplichting de woning te betrekken, na te komen.

Art. 9. Tot bij de volledige uitvoering van de bepalingen van de wet van 28 december 1984 tot afschaffing of herstructurering van sommige inrichtingen van algemeen belang, betreffende de herstructurering van openbare inrichtingen voor de huisvesting, is dit besluit van toepassing in geval van door de Nationale Landmaatschappij toegekende leningen.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking op 1 december 1986.

Art. 11. De Minister van het Waalse Gewest voor de Huisvesting en het Toezicht is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 20 november 1986.

De Minister van het Waalse Gewest voor de Huisvesting en het Toezicht,

A. DALEM

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve belast met de Nieuwe Technologieën, de Buitenlandse Betrekkingen, de Algemene Zaken en het Personeel,

M. WATHELET